

An aerial photograph showing a military convoy of white armored vehicles and SUVs moving across a vast, dry, and open landscape. The terrain is brown and sandy with scattered, small, dark green trees and bushes. In the foreground, a group of people is gathered near the vehicles. The sky is hazy and overcast.

Fiche 4.8

Richesses minières au Sahel : une source de conflits ?

Sahel : quand le terrorisme menace l'Afrique de l'Ouest

Richesses minières au Sahel une source de conflits ?

Depuis une Libye post-Mouammar Kadhafi ingouvernable jusqu'à un Niger touché par des violences en janvier 2015, le Sahel est entré dans une phase de graves instabilités politiques. De plus, la région recèle des richesses minières au fort potentiel économique dont la présence, et plus encore la question de leur partage, pose les bases de nombreux différends locaux, antérieurs aux tensions actuelles liées au terrorisme (cf. carte 2).

Le déploiement de l'opération « Serval » entre janvier 2013 et août 2014 a contribué, à la demande des autorités maliennes, à ce que l'armée française stoppe l'avancée des mouvements djihadistes vers le sud et détruise la majorité de leurs capacités logistiques. Parmi les analyses, des voix, minoritaires, ont interprété cette intervention comme la volonté de la France de contrôler des ressources minières et énergétiques dont le sous-sol du Mali est censé regorger. Le pays africain est en effet le troisième plus gros producteur d'or du continent, après l'Afrique du Sud et le Ghana, avec 50,3 tonnes en 2012.

ÉVITER LA « GÉOPOLITIQUE DES RESSOURCES »

Cette analyse vient pourtant buter contre un principe de réalité : d'une part, l'essentiel de l'activité minière au Mali se déroule à ses frontières sud, région où les intérêts économiques français sont très faibles ; d'autre part, il existe peut-être des ressources dans le nord du Mali, mais elles ne peuvent être connues que si la phase de prospection est active. Or les prospections dans les permis distribués, que ce soit dans le domaine minier ou énergétique, étaient fort peu avancées avant la crise de 2012 et elles sont à l'arrêt depuis. Enfin, même quand des ressources sont évaluées – par exemple, le gisement de manganèse de Tambao dans le nord du Burkina Faso –, il peut se passer des décennies avant qu'une mise en exploitation soit effective. Parler d'enjeux miniers au Mali est hautement spéculatif.

Cette constatation ne doit évidemment pas conduire à affirmer que toute géopolitique des ressources est réfutable *a priori*. Il est par

exemple évident que l'accès d'Areva à l'uranium du Niger est un élément stratégique pour cette entreprise comme pour la filière nucléaire française et les autorités locales – le métal représente 70,8 % des exportations et 5,8 % du PIB du pays en 2010. La question de l'uranium a détérioré les relations entre la France et le Niger (1), occasionnant des bras de fer. Ainsi, en mai 2014, Areva et Niamey sont arrivés à un accord après dix-huit mois d'après négociations. Celles-ci butaient sur plusieurs sujets : la mise en place du Code minier de 2006, qui prévoyait notamment la réduction de certaines exemptions de taxes ; l'exploitation du gisement d'Imouraren ; la nigériennisation de certains postes et la construction d'une route de l'uranium.

UNE PROBLÉMATIQUE DES RICHESSES PLUS VASTE

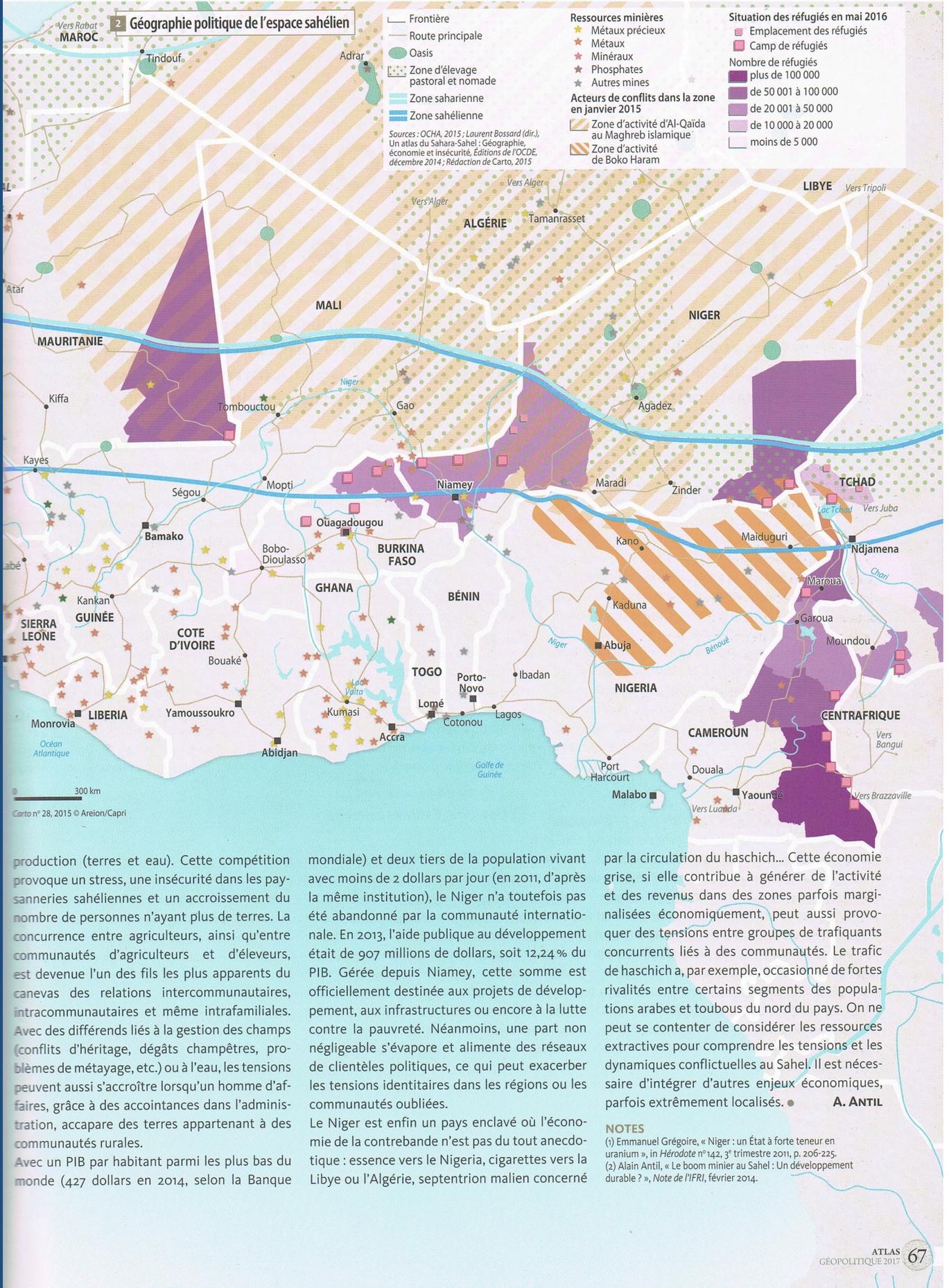
La gestion des ressources extractives (2) n'est pas la clé d'interprétation de tous les conflits au Sahel, et au Niger en particulier (cf. carte 1). Les tensions sociales peuvent être liées à des questions de répartition des richesses du sous-sol, mais aussi à la concurrence pour l'accès à d'autres ressources. Ces tensions se jouent surcroît à différentes échelles.

La forte démographie du Niger – le taux de natalité est de 46,12 ‰ en 2014, soit le plus élevé de la planète – s'accompagne de différends dans les espaces ruraux en raison de la densification de la population et donc du caractère de plus en plus compétitif de l'accès aux moyens

1 Le Niger, un État enclavé au cœur des tensions

Sources : Laurent Bossard (dir.), Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité, Éditions de l'OCDE, décembre 2014 ; Alain Antil, « Le boom minier au Sahel : Un développement durable ? », Note de l'IFRI, février 2014





production (terres et eau). Cette compétition provoque un stress, une insécurité dans les paysanneries sahéliennes et un accroissement du nombre de personnes n'ayant plus de terres. La concurrence entre agriculteurs, ainsi qu'entre communautés d'agriculteurs et d'éleveurs, est devenue l'un des fils les plus apparents du canevas des relations intercommunautaires, intracommunautaires et même intrafamiliales. Avec des différends liés à la gestion des champs (conflits d'héritage, dégâts champêtres, problèmes de métayage, etc.) ou à l'eau, les tensions peuvent aussi s'accroître lorsqu'un homme d'affaires, grâce à des accointances dans l'administration, accapare des terres appartenant à des communautés rurales.

Avec un PIB par habitant parmi les plus bas du monde (427 dollars en 2014, selon la Banque

mondiale) et deux tiers de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour (en 2011, d'après la même institution), le Niger n'a toutefois pas été abandonné par la communauté internationale. En 2013, l'aide publique au développement était de 907 millions de dollars, soit 12,24 % du PIB. Gérée depuis Niamey, cette somme est officiellement destinée aux projets de développement, aux infrastructures ou encore à la lutte contre la pauvreté. Néanmoins, une part non négligeable s'évapore et alimente des réseaux de clientèles politiques, ce qui peut exacerber les tensions identitaires dans les régions ou les communautés oubliées.

Le Niger est enfin un pays enclavé où l'économie de la contrebande n'est pas du tout anecdotique : essence vers le Nigeria, cigarettes vers la Libye ou l'Algérie, septentrion malien concerné

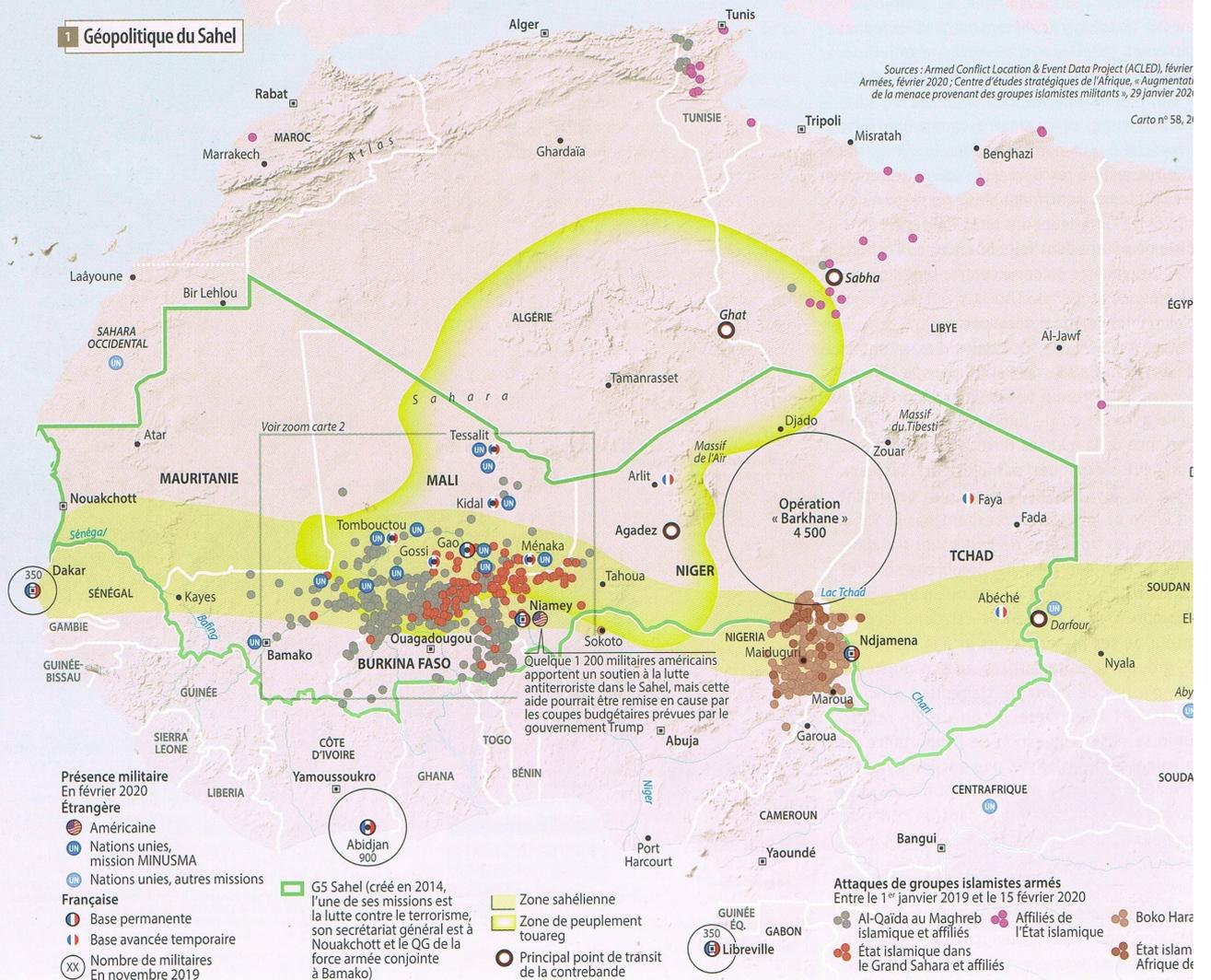
par la circulation du haschich... Cette économie grise, si elle contribue à générer de l'activité et des revenus dans des zones parfois marginalisées économiquement, peut aussi provoquer des tensions entre groupes de trafiquants concurrents liés à des communautés. Le trafic de haschich a, par exemple, occasionné de fortes rivalités entre certains segments des populations arabes et toubous du nord du pays. On ne peut se contenter de considérer les ressources extractives pour comprendre les tensions et les dynamiques conflictuelles au Sahel. Il est nécessaire d'intégrer d'autres enjeux économiques, parfois extrêmement localisés. ● **A. ANTIL**

NOTES
 (1) Emmanuel Grégoire, « Niger : un État à forte teneur en uranium », in *Hérodote* n°142, 3^e trimestre 2011, p. 206-225.
 (2) Alain Antil, « Le boom minier au Sahel : Un développement durable ? », Note de l'IFRI, février 2014.

Sahel : quand le terrorisme menace l'Afrique de l'Ouest

Au Mali et au Burkina Faso, des attaques fin 2019 ont rappelé les tensions qui agitent le Sahel. Des villages détruits, des victimes civiles, des pouvoirs locaux impuissants..., la lutte contre les groupes armés s'enlise. La menace djihadiste risque de s'étendre à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. La situation soulève la question de l'efficacité des interventions étrangères, alors qu'une « coalition pour le Sahel » a été lancée en janvier 2020.

Géopolitique du Sahel





Le 2 novembre 2019, un militaire français est tué au Mali. En décembre, le jour de Noël, une attaque djihadiste fait 42 morts au Burkina Faso, également touché en janvier 2020. Ces événements rappellent la fragilité d'États en proie à des difficultés économiques, humanitaires et sécuritaires complexes.

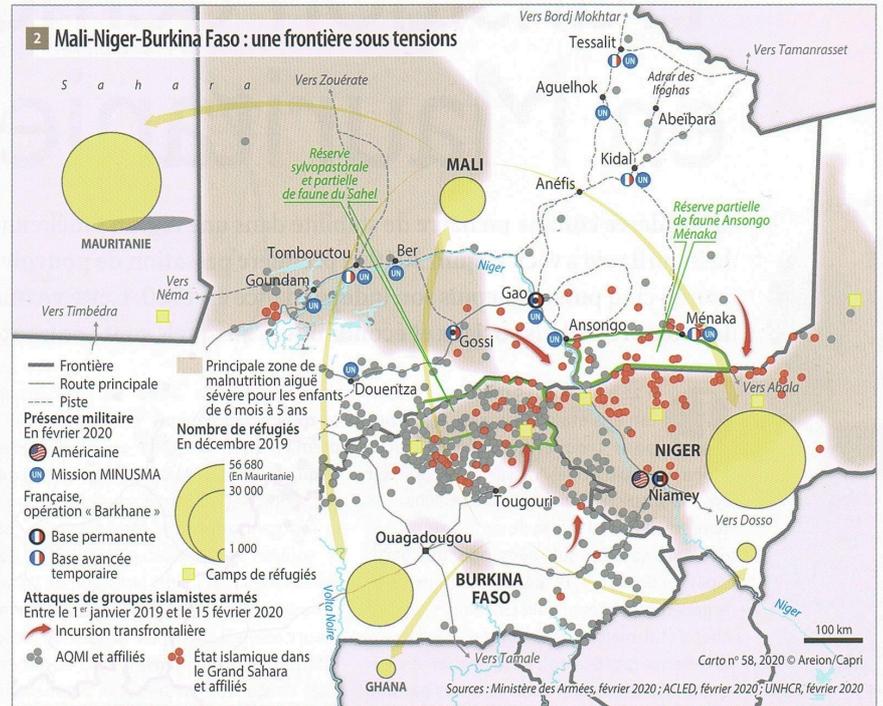
INSTABILITÉ ÉCONOMIQUE

De nombreux groupes armés déstabilisent les États du Sahel. En mai 2019, au Mali, au Niger et au Burkina Faso, au moins sept mouvements djihadistes sont présents, dont Ansar Eddine, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et l'organisation de l'État islamique dans le Grand Sahara, ainsi que quatre non djihadistes, comme les rebelles touaregs de l'Azawad⁽¹⁾. Les formations djihadistes cherchent à imposer leur version de l'islam aux populations locales, et leurs actions visent à repousser les forces militaires en présence sur le territoire. Ils peuvent s'impliquer dans les différends intercommunautaires en se présentant comme capables de rendre la justice, comme les Touaregs dans le nord du Mali ou les Peuls dans le centre du pays. Les violences et les sentiments d'impunité, d'injustice ou d'inefficacité envers les autorités centrales leur permettent parfois de s'implanter durablement au sein des populations.

À la menace sécuritaire s'ajoute l'instabilité économique. La croissance est relativement bonne, mais vulnérable en raison du terrorisme. Elle est de 5% au Mali en 2019, de 5,8% au Niger et de 5,7% au Burkina Faso, selon la Banque mondiale. Néanmoins, les taux de pauvreté (population disposant de moins de 1,90 dollar par jour) restent élevés : 41,3% au Mali et 41,5% au Niger en 2019. Les questions sécuritaires et économiques semblent par ailleurs étroitement liées : l'insécurité économique alimente les revendications et les adhésions aux groupes djihadistes ou armés. La précarité forme un terreau favorable au développement de la menace sécuritaire. À court terme, la réponse à cette dernière par la force armée paraît donc nécessaire, mais elle sera insuffisante à long terme.

POROSITÉ DES FRONTIÈRES ET DÉVELOPPEMENT DES TRAFICS

Le difficile contrôle des frontières entre les États du Sahel favorise le développement de l'insécurité dans la région et au-delà. Les djihadistes se déplacent sans tenir compte des séparations géographiques ou politiques, niant la souveraineté des États. De plus, l'expansion de groupes



en provenance du Burkina Faso vers l'Afrique de l'Ouest représente une menace pour les pays de la côte occidentale. La situation géographique du Burkina Faso explique en partie leurs déplacements en direction du sud ; il est le carrefour reliant les pays du nord (Mauritanie, Mali et Niger) à ceux de l'ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo). Et, en novembre 2018, les principaux dirigeants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) ont appelé à rejoindre le djihad en Afrique de l'Ouest, à l'exception de la Mauritanie. Enfin, aux fragilités structurelles des États côtiers (sous-développement de certaines régions, présence étatique faible) s'ajoute la tenue d'élections présidentielles en 2020 au Togo et en Guinée en février et en Côte d'Ivoire en octobre. La possible instabilité et les divisions engendrées par ces dernières constitueront une opportunité à saisir pour les groupes djihadistes en quête d'extension.

La porosité des frontières favorise également les trafics. Le Niger doit faire face au déplacement de populations, mais aussi de produits en direction du Mali et de la Libye. Au trafic d'or et de drogues s'ajoute celui des armes. Les populations pâtissent de la situation. En décembre 2019, l'organisation ACLED dénombre 31 actes de violence commis contre des civils

au Mali, 14 au Niger et 22 au Burkina Faso. La faiblesse de la présence des États contribue à renforcer le sentiment d'impunité de la population. Ainsi, au Mali, 31% des administrateurs civils étaient à leur poste dans le nord et le centre du pays fin mai 2019 (contre 34% en décembre 2018), selon l'ONU.

La multiplication des interventions étrangères pose la question de leur efficacité. La France est présente au Mali depuis 2013 dans le cadre de l'opération « Barkhane » ainsi qu'au Burkina Faso et au Niger. L'Italie, l'Allemagne et les États-Unis disposent également de forces dans la région. À cela s'ajoutent les missions civiles de l'Union européenne (UE), de l'ONU et les forces du G5 Sahel. En janvier 2020, à Pau, le président français, Emmanuel Macron, et ses homologues de Mauritanie, du Mali, du Niger, du Burkina Faso et du Tchad ont défini un nouveau cadre d'intervention contre les djihadistes, mais cette coalition, à la différence de celle engagée au Moyen-Orient, ne bénéficiera pas de la puissance de feu des États-Unis, qui envisagent de retirer leurs forces déployées en Afrique. ●

C. BRACCINI

NOTE

(1) Andrew Lebovich, « Mapping Armed Groups in Mali and the Sahel », European Council on Foreign Relations, mai 2019.

